

# Xavier Ragot : « Relancer l'investissement en tenant compte de la spécificité française »

LE MONDE | 05.07.2014 à 09h59 • Mis à jour le 06.07.2014 à 11h19 |

Propos recueillis par **Claire Guélaud** ([/journaliste/claire-guelaud/](#))



Xavier Ragot, nouveau président de l'OFCE. Il succède ainsi à Philippe Weil, en poste depuis 2011. | OFCE/SCIENCES PO

## **L'Insee fait le constat d'une croissance qui revient mais ne décolle pas. Est-ce aussi votre diagnostic ?**

Je partage ce constat. L'effort de consolidation budgétaire a été trop rapide après la crise et non coordonné au niveau européen. La politique monétaire parvient difficilement à lutter contre les risques de déflation. Enfin, l'appréciation de l'euro pèse sur la croissance. Cela génère, de ce fait, un déficit de demande à court terme qui empêche l'activité de redémarrer et rend très difficiles les réformes en cours. Notre prévision de croissance est maintenant de 0,8 % pour cette année.

### **[Lire aussi : La France engluée dans une reprise sans ressort](#)**

**[\(/economie/article/2014/07/05/la-france-engluée-dans-une-reprise-sans-ressort\\_4451543\\_3234.html\)](#)**

La question de l'assouplissement de la consolidation budgétaire se pose... Mieux vaut un débat clair et objectif sur l'horizon possible de réduction du déficit que de s'enfermer dans la règle des 3 %, que l'on ne parvient pas à tenir pour de bonnes raisons. Elle ne fait pas sens alors que

nous gérons les conséquences économiques de l'une des plus graves crises de l'après-guerre.

### **Matteo Renzi souhaite plus de souplesse dans le redressement des finances publiques et davantage d'intérêt porté à la croissance. Mais n'est-ce pas donner une prime aux Etats qui ne respectent pas leurs engagements ?**

Ce n'est pas parce que l'on a pris de mauvaises décisions qu'il faut camper sur ses positions et refuser la réalité. Soyons clairs : quand il a fallu remettre en question les 3 % et que la France et l'Allemagne étaient d'accord, au début des années 2000, les deux pays sont arrivés à un consensus de raison. Le problème profond, structurel, de l'Union européenne est son hétérogénéité. L'Allemagne a stabilisé sa dette, elle a considérablement réduit son déficit et se trouve au voisinage du plein-emploi ; la France est dans une situation de chômage historique.

Il y a donc une tension très forte sur les règles de consolidation budgétaire. Est-ce une prime aux paresseux, aux inefficaces ? Ce n'est pas sous un angle moral qu'il convient de poser la question. Il faut d'abord comprendre les causes de la divergence européenne qui est le problème central.

La France doit pouvoir s'engager sur des critères de convergence de manière crédible, déterminée et convaincue à la suite d'un débat public. Mais il faut que ces critères soient réalistes. La pire des situations est de dire qu'on fait les 3 % et ne pas les tenir. On perd sur les deux tableaux : la crédibilité et le budget.

### **Que proposez-vous donc ?**

Il faut relancer l'activité par l'investissement en tenant compte de la spécificité française. Notre pays a des problèmes de demande conjoncturels et des problèmes d'offre structurels. Mais ces problèmes n'expliquent pas le chômage à court terme ni la difficulté à retrouver la croissance et l'emploi et à absorber le chômage de long terme. Le thermomètre du problème d'offre, c'est la balance commerciale en dérive depuis dix ans, signe de la difficulté du secteur productif français à trouver sa place dans la concurrence européenne et mondiale. Le thermomètre du problème de demande, c'est le chômage et la croissance à court terme.

### **Le pacte de responsabilité est-il un instrument utile ? Et qu'attendre de la grande conférence sociale ?**

Ce qui est positif, c'est que l'un et l'autre supposent un dialogue entre les partenaires sociaux. Mais attention ! Les entreprises françaises ne constituent pas un acteur homogène avec qui on peut négocier l'emploi. Elles sont soumises à des contraintes hétérogènes par secteurs, liées à leur

insertion internationale, leur taille, la structure des groupes, etc. Il y a beaucoup de diversité, d'où l'intérêt de penser en terme de filières et de considérer plus spécifiquement le secteur exposé à la concurrence internationale. Trop général, le pacte peut nuire à l'appréciation de la diversité du tissu industriel français. Il doit aussi identifier les vrais problèmes.

Certaines activités ont des marges trop élevées, dans les services notamment. Prenons la baisse du taux de marge de l'industrie pour ce qu'elle est : une conséquence du désajustement de l'économie européenne après la création de l'euro. La modération salariale allemande a été très déstabilisatrice pour l'économie européenne. On sait maintenant qu'elle a commencé en 1993-1994 et qu'elle est une conséquence de la réunification. L'absorption de l'Allemagne de l'Est, qui a coûté 900 milliards d'euros, a été gérée par l'Allemagne sans réelle solidarité européenne. L'euro est arrivé au milieu de ce processus, en fixant les taux de change, et la modération salariale allemande, continuant sur sa lancée, a entraîné un différentiel de coût salarial très important entre nos deux pays.

Il faut donc se donner les moyens, en termes de coordination budgétaire et d'assouplissement monétaire, de faire reconverger l'Europe à l'horizon de cinq ans. Ce travail doit être fait sans culpabiliser les salariés. Le pacte de responsabilité et la grande conférence sociale peuvent jouer ce rôle.

### **La « reconvergence » européenne est-elle vraiment possible ?**

Elle doit l'être. Les débats sur la sortie de la zone euro en sous-estiment largement les coûts, du fait de l'intégration financière et de l'interdépendance des économies. L'Europe, en créant de l'inflation, en créant de la demande dans les pays qui en ont les moyens, en ralentissant le rythme de la consolidation budgétaire, doit redonner de l'air aux pays du Sud pour qu'ils puissent faire leurs ajustements. C'est impossible dans une situation de déflation ou de redressement systématique de leurs comptes publics.

### **Comment faire ?**

Pour relancer la machine, réduire le chômage et les inégalités, il faut un soutien à l'activité économique qui n'aggrave pas le mal, à savoir la dérive de la balance commerciale.

**[Lire aussi : Dans le monde, les grands projets repartent après quatre années de crise \(/economie/article/2014/07/05/dans-le-monde-les-grands-projets-repartent-apres-quatre-annees-de-crise-4451545-3234.html\)](http://economie/article/2014/07/05/dans-le-monde-les-grands-projets-repartent-apres-quatre-annees-de-crise-4451545-3234.html)**

La question de l'investissement est donc centrale. Si on investit en

choisissant des secteurs de biens non échangeables (comme les infrastructures), on accroît la croissance potentielle sans augmenter le déficit commercial. C'est une manière de réconcilier l'offre et la demande.

Ces bons investissements doivent être coordonnés au niveau européen et compatibles avec un rythme modéré de consolidation budgétaire. Ils peuvent comporter un étage de financement européen. Par ailleurs, il faut absolument augmenter l'investissement dans l'immobilier pour que les conditions de vie des Français soient décentes. Faire baisser de 30 % les prix des logements, plus élevés en France qu'en Allemagne, est un excellent objectif macroéconomique.



[\(/journaliste/claire-quelaud/\)](/journaliste/claire-quelaud/) **Claire Guélaud** [\(/journaliste/claire-quelaud/\)](/journaliste/claire-quelaud/)

Suivre

Journaliste au Monde